

*En face de l'atelier
- rendre à
Madame la
M.E. et
un nombre
de services
du monde*

COMPTE RENDU DE L'ATELIER SUR L'IMPACT DE LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE SUR LES ECONOMIES, LES MENAGES ET LES ENFANTS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

L'atelier qui s'est tenu à l'hôtel Ngor Diarama le **3 Novembre 2009**, avait pour principal objet la restitution de l'étude régionale sur l'impact de la crise mondiale sur les économies, les ménages et les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Conjointement organisé par l'UNICEF et le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), cet atelier devait permettre de partager les résultats des travaux de recherches menés sur le sujet.

Les panelistes constitués d' experts et d'éminents universitaires de Laval (Canada), du Mali, de Florence (Italie), du Burkina Faso, du Cameroun, du Ghana et du Sénégal, ont successivement abordés les différents thèmes de l'atelier centrés sur : les objectifs et la méthodologie de l'étude, les résultats des études de cas du Burkina Faso, du Cameroun et du Ghana, les points communs et contrastes par typologie de pays, l'impact de la crise sur la nutrition infantile et l'impact de la crise sur le budget de l'éducation au Sénégal ; avec un plan de présentation qui s'articule autour :

- de la crise économique mondiale et des réponses et politiques
- des objectifs et étapes d'analyse
- de la méthodologie d'analyse macro-économique
- de la méthodologie d'analyse des impacts sur les enfants

Relativement aux origines de la crise, il convient de les situer pour la période allant du second semestre de 2006 avec la **crise hypothécaire** aux Etats-Unis suivie au second semestre 2007 de la **crise financière** qui s'est généralisée aux institutions financières américaines, puis européennes, de la **crise de confiance** en fin 2007 avec une perte de confiance financière au niveau mondial et enfin de la **crise économique** survenue au second semestre 2008 et qui a réellement touchée l'économie mondiale. Cela s'est traduit au niveau des pays développés, par une raréfaction du crédit, un ralentissement de l'activité économique, une baisse de la consommation intérieure et un accroissement du chômage. Au niveau des pays émergents l'impact a eu comme effets, une baisse de la croissance, une baisse de la demande intérieure, et un

accroissement du chômage. Enfin au niveau des pays en développement et ceux moins avancés, la crise a eu comme effets, une diminution des progrès dans l'atteinte des OMD, une croissance économique anéantie, des droits de l'enfant compromis et un accroissement de la pauvreté.

Il convient de signaler, que parmi les réponses politiques à la crise identifiées pour les pays en développement et les pays moins avancés, on peut noter les transferts en espèces, l'accroissement des dépenses et investissements publics et le renforcement des mécanismes d'intégration.

La méthodologie d'analyse des impacts sur les enfants quand à elle, est basée sur des simulations relatives aux impacts sur les enfants à travers leur pauvreté monétaire c'est-à-dire le modèle des ajustements de la consommation face aux changements de revenu et des prix à la consommation ; leur pauvreté calorique calculé à partir des ajustements dans les consommations alimentaires simulées et des tables nutritionnelles ; leur participation à l'école et au travail à partir du modèle des ajustements face à la baisse du revenu réel et leur accès aux services de santé.

Il est dès lors établi, que les principaux canaux affectant le bien-être des enfants gravitent autour de l'impact sur la consommation totale et que c'est à partir de cet indicateur, qu'on capture tous les impacts sur les enfants.

Pour le ciblage des ménages et enfants pauvres, il faut indiquer que les transferts ciblent seulement les enfants pauvres et dire que la pauvreté n'est pas directement perceptible et qu'elle exige des données détaillées sur les revenus et dépenses pour toute la population. En réalité, on doit donc supposer quels enfants sont pauvres sur la base de la consommation et à partir d'un nombre restreint de caractéristiques facilement observables (démographie du ménage, logement, biens durables et distance).

A la lumière des analyses aussi, il est apparu deux hypothèses sur le partage intra-ménage du transfert avec le transfert **sans partage** dont l'enfant ciblé est le seul qui en prend l'avantage et le transfert **avec partage** dont les montants sont partagés avec les autres membres du ménage. Dans tous les cas, selon les experts, il est difficile sinon impossible, d'empêcher et de surveiller le partage des bénéfices entre les membres du ménage.

Les études de cas ont quand à elles ont montré que les principaux effets de la crise auront pour conséquences, une augmentation des pauvretés monétaire et calorique des enfants de 0 à 14 ans pendant la période 2009 - 2011, une réduction des taux de scolarisation et une augmentation du travail des enfants (6-14 ans), une baisse des taux de consultations des enfants malades, et leurs substitutions vers la médecine traditionnelle. Aussi la conclusion à retenir est que la politique de transferts est plus efficace que les politiques fiscales pour contrer les effets pervers de la crise.

Fait à Dakar le 04 Novembre 2009



Abdou NDIAYE